

Pas de répit pour les DHG !

« Perpet » pour les voleurs d'égalité

Conséquence des suppressions massives d'emplois depuis 2003, les DHG se sont progressivement transformées, principalement par la diminution des Heures-Postes au bénéfice des HSA. Simultanément, les dégradations en tout genre se sont amplifiées dans les établissements. Parmi elles, l'augmentation progressive des effectifs dans les classes entraîne une remise en cause de la fonction de l'école.

La lutte contre les inégalités, la mise en apprentissage de tous, déjà complexes avec des effectifs-classes « normaux », aboutit inexorablement, avec les sur-effectifs, à l'échec scolaire pour certains et l'accompagnement des inégalités pour d'autres. Les enseignants, buttant sur le manque de temps à consacrer à chaque élève, sont encore plus dans l'impasse. Le constat « d'impuissance », même relatif, pervertit à la fois le regard des maîtres sur ces élèves et renforce l'amertume de ceux-ci envers le système éducatif qui les exclut.

L'austérité, imposée par le gouvernement, fragilise le service public en dénaturant sa fonction d'enseignement et fait évoluer le sens du métier. Acceptable ?

Pas de concessions avec les dégradations

L'offre d'enseignement en première ligne

Tel un boa constrictor, le gouvernement sert le nœud coulant des DHG étranglant petit à petit les postes dans les établissements.

Sur-effectifs, suppression d'options, de dédoublements, réduction d'horaires, d'option, regroupement de classe, ... tout est bon pour affaiblir le service public d'éducation. Alors que la production de savoirs, et donc de culture, ne cesse de croître, c'est le moins d'école qui s'impose, desservant les élèves pour qui elle est le seul recours. Mais une vision utilitaro-économique de l'école n'a pas besoin d'une telle ambition !

Les conditions de travail, d'emploi et de mobilité des enseignants aussi

Effectifs pléthoriques, regroupement de classe ou de groupe, service sur plusieurs établissements, alourdissement

Ne pas laisser affaiblir le service public d'éducation
Exiger la qualité de l'enseignement pour tous les élèves
Défendre les conditions d'exercice du métier
Agir pour l'emploi et l'augmentation des recrutements
Eclairer les usagers sur les dégradations
Faire se prononcer les élus

Passer par :
Le rejet de la répartition de la Dotation Horaire Globale dans votre établissement
En faire une nouvelle action de manifestation nationale mais localisée !

La « guerre d'usure » des DHG est de nouveau d'actualité

Obligatoire, l'étude de la DHG est un moment important d'éclairage et son approbation ou non, par le CA est un enjeu. Que cette « guerre d'usure » soit récurrente n'enlève rien à l'affaire. Au contraire, cela doit renforcer notre détermination à dénoncer les effets toujours plus dévastateurs qui se concrétisent au quotidien dans nos classes.

Le rejet de moyens insuffisants, doit être le plus large possible, (représentants des personnels, des parents, des élèves, les élus, ...). Il peut s'accompagner de contre propositions prenant en compte l'état des besoins. Une motion, rendue publique au sein de l'établissement, doit être votée pour acter les désaccords. Plus d'établissement porteront ces motions, plus l'administration de tutelle y sera sensible.

Organisons, dans tous les établissements, le soutien de nos contre-propositions ou motions par les parents d'élèves et élèves lycéens. Renforçons par le local le poids de nos actions nationales.

Dernière minute : Attention, avec le passage en force de la réforme lycée qui renforce le rôle du chef d'établissement, l'administration pourrait tenter de limiter le rôle du CA au profit du conseil pédagogique en repoussant à une date ultérieure le vote sur la répartition des moyens. Ne serait présenté, dans un premier temps, que le solde des créations/suppressions par discipline. Cette tentative de réduire le rôle des représentants élus est inacceptable. Nous vous appelons à intervenir au CA pour qu'il ne soit pas dessaisi et qu'il délibère dès maintenant sur la répartition de la DHG et que votre motion soit présentée.

des services via les HSA ou/et les HSE, suppressions des postes entraînant mesures de carte scolaire et réduisant l'offre pour les mutations...sont également les conséquences de l'insuffisance des dotations. Ces dégradations minent le métier au quotidien et, là aussi, le dénature. Elles pèsent lourdement sur la motivation, la créativité, la recherche, le travail en équipe pourtant indispensable. Nous sommes au bord du déni du métier, du travail ! Il faut le faire savoir par le rejet des DHG.

Pour l'emploi en STAPS, maintenons les postes, exigeons des créations, organisons le refus des HSA !

Notre enquête de rentrée dénonçait :

- des horaires non couverts dans des établissements malgré un recours déjà massif à l'emploi de précaires (+ de 500)
 - l'insuffisance du nombre de TZR (-23% en 2 ans) entraînant un taux de remplacement inférieur à 4%, là où il en faudrait entre 8 et 10%.
- Des milliers d'heures perdues et/ou, un recours encore plus massif aux précaires.

Bien que le chômage ait explosé (+22% en 2009), en particulier chez les jeunes, bien que l'EPS soit déficitaire, bien que des centaines de STAPSIEN(E)S se destinent au métier, le gouvernement nie la réalité et augmente toujours la part des HSA et HSE dans les dotations au détriment de l'emploi. Nous avons déjà réussi, dans plusieurs centaines d'établissements à organiser le refus collectif des HSA, entraînant une première évolution du nombre de postes mise aux concours 2010 en EPS (+96). Nous devons massifier nos actions en commençant par exiger la transformation des HSA qui tuent l'emploi. Insupportable politique !

Alain BRIGLIA

